

Les travailleurs de la santé en Uruguay pour l'abrogation d'une loi contestée



Montevideo, 22 février (RHC) Sous le mot d'ordre "Por el Uruguay que queremos" (Pour l'Uruguay que nous aimons), la Fédération de la Santé (FUS) a appelé à manifester contre la Loi dite d'Urgente Considération.

Le président de cette fédération du secteur privé, Jorge Bermúdez, a annoncé pour la journée un arrêt général, une marche et un meeting aux portes du ministère de la santé, ce qui se répètera à l'intérieur du pays "selon chaque réalité locale".

Bermúdez considère que cette loi "est le produit d'une conception politique qui concentre la richesse et le pouvoir qui a élargi la pauvreté".

Il a souligné parmi les objectifs de la mobilisation du mouvement syndical uruguayen, gagner le 27 mars au cours du référendum avec le bulletin rose (pour le OUI) pour annuler les 135 pires articles de la Loi d'Urgente Considération.

Certains de ces articles attaquent les entreprises publiques, et , "fidèles à un contenu néolibéral, tentent de réduire leur poids", a expliqué la veille le dirigeant syndical au quotidien La República.

Il a noté à ce sujet que si en 1992 le gouvernement de Luis Lacalle Herrera avait liquidé les entreprises publiques, puis avec la crise de 2002, également sous un gouvernement de coalition de partis National et Colorado, "le pays aurait pratiquement disparu" si les entités étatiques n'avaient pas existé.

Dans la perspective de la date du 8 mars, il a affirmé que, dans la Loi d'Urgente Considération qui défend les intérêts des secteurs dominants, touche plus les femmes que les hommes, car ceux-ci font partie de la violence patriarcale et machiste.

FUS a inclus parmi ses revendications pour la journée la garantie d'emplois pour tous les employés de la mutuelle dissoute en faillite Casa de Galicia.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/287049-les-travailleurs-de-la-sante-en-uruguay-pour-labrogation-dune-loi-contestee>



Radio Habana Cuba